



C'est l'heure des bilans !

En ce début de 2011, il n'est pas inutile de faire un bilan de l'année écoulée.

Pour cela, nous regarderons tant du point de vue national que du point de vue local.

Sans conteste, cette année 2010 restera marquée comme celle du recul social : bien sûr tout le monde pense à la réforme des retraites et à cette longue bataille dans laquelle de nombreux collègues se sont mêlés tant la loi qui a été votée est injuste, casse des acquis sociaux importants sans remettre en cause les droits des plus riches ; bref tant cette loi est scélérate !

Le monde du travail s'est élevé contre dans sa très grande majorité avec un soutien de la population atteignant les 70%.

Rien n'y a fait et ce gouvernement, attisé par le Medef, est resté droit dans ses bottes et inflexible avec la complicité non dissimulée de la représentation nationale.

Nationalement, elle est aussi marquée par le pouvoir renforcé des banques, sous la conduite du FMI, et là aussi avec un mépris sans égal des masses laborieuses : des banques que l'on a dit en faillite sont renflouées sans la moindre vergogne, ni la moindre contrepartie par les états, qui ensuite sont eux-mêmes déclarés comme étant en situation financière périlleuse et auxquels ces mêmes banques vont se faire tirer l'oreille (en tout cas c'est ce qu'on essaye de nous faire croire) pour leur consentir des prêts à des taux prohibitifs et avec des exigences éhontées à l'égard des services publics desdits états et de leur fiscalité.

C'est encore, ici et là quelques lois passées en catimini visant à casser d'autres acquis sociaux...

La politique gouvernementale ne vise qu'à une chose, rendre encore plus riches, les riches !

Localement, on ne peut pas dire que cette année 2010 se soit terminée sur une bonne note : la mascarade des promotions s'est une nouvelle fois renouvelée, en nous répétant à nouveau « c'est une année de transition ». Notons au passage qu'en fait 2010 est une nouvelle année blanche du fait du report des nominations au 1^{er} février 2011.

Mieux, sans la réaction unanime des organisations syndicales, elle se serait terminée sur le licenciement de 2 collègues ! Que cela eut été glorieux !

L'ambiance (le terme est impropre mais choisi) est toujours aussi mauvaise dans les services et la stratégie développée pour y faire face est tout simplement de la nier ! Rien n'a été amélioré (ou alors si peu !) ! Et le sentiment d'injustice perdure et s'amplifie.

Bien sûr, il y a eu la tarification du restaurant, bien sûr nous avons pu arracher quelques avancées (bien maigres) pour quelques collègues, notamment dans le sens de la dé-précarisation (encore que le dossier est laissé au point mort par son pilote désigné – Eric Quenard – et qu'il faut batailler à chaque cas).

Bien sûr nous avons pu arracher (ce mot semble bien réel dans la mesure où à chaque fois il faut déployer tant d'énergie pour se faire entendre) des avancées sur la NBI et sur les rappels dus aux agents (le dossier n'est toujours pas clos et l'on préfère faire appel à un conseil juridique extérieur, probablement grassement payé, pour rechercher des arguments pour s'y opposer).

Le mieux, c'est que l'on prétend habiller tout cela de « dialogue social », qui lui-aussi, n'est bien souvent qu'une mascarade.

Le désaccord entre cette Municipalité (qui portait tant d'espoirs lors de son arrivée) et les personnels est bien là et bien réel. L'ancien DGS y est sans conteste pour quelque chose et le nouveau est contraint de ramer pour redresser la barre.

Dans tout cela, nous notons pour notre part, que de plus en plus d'agents relèvent la tête et se

mobilisent. Cela a été le cas sur nombre des manifestations pour la défense des retraites ; cela a été le cas, il faut le souligner, encore récemment aux ateliers municipaux pour exiger l'embauche d'un jeune en fin de CAE.

Et enfin, nous soulignons que, depuis fort longtemps, toutes les organisations syndicales Ville et Car se sont regroupées, pour exiger le non licenciement des 2 collègues, et décider de se retrouver dès les premiers jours de 2011 pour examiner ensemble le climat social dans les services.

Cela est encourageant et nous espérons que cela débouchera sur de nouvelles prises de positions communes dans l'intérêt des personnels.

Donc, si nous avons un souhait à formuler en cette période, appelons de nos vœux à ce que nous obtenions tous ensemble une situation moins délétère et à reconquérir nos droits.

Et nous citerons Paul Eluard : « *Il faut prendre à César tout ce qui ne lui appartient pas* »

Chiche !

2011 : nos points de vigilance :

Quelques points revendicatifs que nous surveillerons attentivement et particulièrement

Sports : Le devenir de la REMS et son intégration complète dans les services municipaux est pour nous un point essentiel. Cet engagement de la Municipalité («...les équipements sportifs pour lesquels nous souhaitons une gestion municipale, voire intercommunale . ») doit être respecté totalement et sans faux fuyant ! Il nous semble peu acceptable qu'au nom de on ne sait quelle raison, cette question ne soit pas réglée de manière positive et que l'élue du secteur veuille conserver une structure REMS, mettant ainsi en péril les droits des agents lors de leur intégration. La reprise partielle de la REMS aurait pour conséquence de faire perdre auxdits personnels la moitié de leur ancienneté et de les faire passer par une case « contractuels », alors que la reprise totale de la REMS permettrait de reprendre l'intégralité de leur ancienneté et de leur conditions de rémunération. L'égoïsme et la soif de pouvoir met cela en péril : nous ne saurions laisser faire et flouer les personnels à cause d'ambitions personnelles !

Critères de promotion : ce dossier doit être bouclé avant la fin du premier trimestre 2011 ! Là aussi, les

magouilles et les pressions diverses visant à protéger des pratiques clientélistes ne sont pas acceptables. Nous soutenons ce dossier que nous voulons voir aboutir pour que les promotions internes donnent les mêmes chances à toutes et à tous.

La résorption de la précarité : encore un dossier chaud ! Des avancées incontestables ont eu lieu et il faut aller au bout pour dé-précariser. Nationalement, nous réclamons une loi de titularisation. Localement, nous continuerons à nous opposer à toutes les formes de précarité organisées dans toutes les catégories et en particulier en catégorie C, où la plupart des recrutements sont possibles en accès direct. Y rajouter de la précarité revient à allonger inconsidérément les périodes de stage et surtout à refuser aux agents concernés leurs droits élémentaires.

Le climat social : Certains se plaisent à l'entretenir dans son état actuel. Cela ne peut plus continuer. Tous les collègues doivent être traités dignement et dans le respect de leurs compétences. Le dialogue social doit trouver tout son sens : les interlocuteurs doivent y participer en prenant chacun des acteurs comme des membres responsables ; c'est à notre sens le seul moyen pour avancer sur les dossiers. Les organisations syndicales seront en fonction des choix retenus, soit des partenaires, soit des opposants farouches. Pour notre part, fidèles à nos engagements, nous sommes prêts à toutes les discussions pour peu qu'on accepte de nous écouter et non de tourner nos propositions en dérision.

Le management de la maison est également une clé pour sortir du climat actuel. Le respect mutuel doit être à tous les niveaux, et, à notre sens, la transversalité naturelle y retrouvera sa place. Les « chasses gardées » organisées souvent par des membres de la DG, et les « prés carrés » doivent disparaître, là aussi dans le respect des compétences mutuelles.

Ces quelques dossiers ne sont bien sûr pas exhaustifs (NBI, avancements de grade, etc...) et nous n'avons aucunement l'intention d'en laisser de côté : la fin des mesures discriminatoires ne se divise pas ; les fiches de postes, la notation, la communication des rapports aux agents, sont des éléments de respect et non des éléments de puissance divine.

En 2011, faites du neuf : SYNDIQUEZ-VOUS ! REJOIGNEZ l'UFICT-CGT Reims !

« **Résistance et obéissance, voilà les deux vertus du citoyen. Par l'obéissance il assure l'ordre; par la résistance il assure la liberté.** » *Propos d'un Normand (Emile-Auguste Chartier, dit Alain)*